

ÉTUDE
SUR LA
CHAMBRE DES COMPTES
DE BLOIS

PAR
Joseph DE CROY

INTRODUCTION

DIVISION DU MÉMOIRE. — SOURCES CONSULTÉES

PREMIÈRE PARTIE

NOTICE HISTORIQUE SUR LA CHAMBRE DES COMPTES

CHAPITRE I

LA CHAMBRE AU XIV^e SIÈCLE

Traditions d'une origine très ancienne conservées dans la Chambre. Elles ne reposent sur aucune donnée certaine. Dans les premières années du xiv^e siècle, on voit une institution en plein exercice et, antérieurement, des indices de son existence. — On la nommait alors la Cour, le terme de « Gens oyans les comptes » ou celui de la Chambre n'apparaît que vers le milieu du xiv^e siècle. — Conseil composé d'éléments divers, comme partout au début ; la cour suivait le comte, était présidée par lui.

Elle cesse d'être ambulatoire vers le milieu du siècle et se fixe à Blois. — L'institution se perfectionne sous Louis I^{er} de Châtillon (1342-46), surtout pendant la minorité de ses enfants. — Pendant les absences du comte, des conseillers de Hainaut viennent assister à Blois à l'audition des comptes. — Il y eut un correcteur à Blois dès 1376. — Guy II ayant vendu le comté au duc de Touraine (1391) en s'en réservant l'usufruit, sa Chambre reste en exercice jusqu'à sa mort (1397).

CHAPITRE II

LA CHAMBRE SOUS LOUIS I^{er} D'ORLÉANS

Le duc de Touraine crée une Chambre apanagiste à Paris en 1388. — Il emprunte deux clercs des comptes à la Chambre royale, et prend un chancelier qui, par les actes qu'on lui voit accomplir, a la haute direction de cette Chambre. — En 1395, il nomme un général des finances. — La Chambre réside à l'hôtel de Bohême, et compte alors cinq membres. — A la mort de Guy de Châtillon, il maintient la Chambre des comptes de Blois pour les affaires du comté. — Il y ajoute un second correcteur. — Ses domaines s'accroissant, sa Chambre à Paris a sept maîtres ou auditeurs. — Le roi, en 1401, lui reconnaît une juridiction souveraine. — Nombreuses missions du chancelier et des gens des comptes pour affaires politiques ou domaniales. — A sa mort, Valentine de Milan confirme les officiers de la Chambre à Paris et à Blois. — Réfugiée en cette ville, elle y fait apporter les archives de Paris. — Le roi permet à ses gens des comptes de consulter à la Chambre royale les titres, et d'assister à la reddition des comptes les concernant.

CHAPITRE III

LA CHAMBRE SOUS CHARLES D'ORLÉANS JUSQU'EN 1415

Emancipé aussitôt après la mort de sa mère, le nouveau duc prend pour chancelier Jean d'Avy. — La situation politique l'oblige, à la fin de 1409, de transférer sa Chambre de Paris à Blois. Réunie en un seul corps, elle reste deux ans à Blois. — En 1411, établi à Orléans pour ses opérations militaires, Charles y appelle sa Chambre. — Après la paix d'Auxerre, elle retourne à Paris, en 1413. Jean d'Avy, mort en 1414, est remplacé par Guillaume Cousinot; Nicolas le Dur est nommé général des finances.

CHAPITRE IV

PENDANT LA CAPTIVITÉ DE CHARLES D'ORLÉANS EN ANGLETERRE

Aussitôt arrivé à Londres, le duc constitue un conseil chargé de gérer les affaires pendant son absence. — Le comte de Vertus en est le président. — Le duc donne ses ordres au chancelier par lettres missives, qui sont transformées en lettres patentes et enregistrées par la Chambre. — Il prescrit à celle-ci des mesures administratives, financières, supprime le correcteur de Blois. — La Chambre, n'étant plus en sûreté à Paris, revient s'établir à Orléans vers 1418. — Elle administrait les biens du comte de Vertus. — A la mort de celui-ci, le bâtard d'Orléans devient chef du conseil. — On expédie les archives avec les autres objets mobiliers, de Blois à la Rochelle, en 1427. Elles en reviennent en 1437. — Pierre Sauvage est nommé garde des sceaux, mais Cousinot conserve le titre de chancelier.

CHAPITRE V

LA CHAMBRE DE 1441 A 1498

Dès son retour en France, le duc d'Orléans donne l'ordre à la Chambre de revenir d'Orléans à Blois. — Le départ a lieu le 2 juin 1441, en descendant la Loire. — Il reste un bureau à Orléans pour l'expédition des affaires du duché, mais le siège de la Chambre est définitivement fixé à Blois. — Rangement et classement des archives des diverses provenances réunies à Blois. — Nombreuses mesures prises par le duc pour réorganiser son administration et restaurer ses finances. — Augmentation du personnel de la Chambre qui avait été diminué. — Mort de Cousinot (1444), et de Jean le Fuzelier (1446) laissant les finances en grand désordre. — Ordonnance du duc pour régler les attributions du général des finances. — Sous Marie de Clèves, les offices de chancelier et de général sont réunis. — Administration de la duchesse et de Louis II en ce qui concerne la Chambre.

CHAPITRE VI

LA CHAMBRE SOUS LES ROIS DE FRANCE

(1498—1775)

Louis XII maintient la Chambre de Blois, afin de donner à ses biens personnels une administration distincte. — Lettres du 26 mars 1499. — Envoi à Paris des archives concernant les domaines réunis à la couronne. — Après Louis XII, la Chambre administre au nom de la reine Claude. — A sa mort, tentative de suppression de la Chambre qui subsiste au nom du dauphin. — Henri II la réunit définitivement sous l'autorité royale. — Son ressort sur Asti est confirmé en 1539 et 1556. — Elle est

supprimée et rétablie en 1566. — Dangers qu'elle court à la prise de Blois par les protestants en 1568. — Augmentation d'offices par Henri III; lutttes de la Chambre contre ces mesures. — Apanage de Gaston d'Orléans; la Chambre sous ses ordres. — Elle quitte le château en 1635. — Difficultés qu'elle rencontre pour trouver un autre établissement. — Différend de la Chambre avec le présidial de Blois. — Conflits de préséance et d'attributions de 1640 à 1717. La Chambre finit par triompher. — Au XVIII^e siècle, son ressort est borné au comté de Blois; son rôle très restreint. Supprimée comme inutile, elle tient sa dernière séance le 9 octobre 1775.

SECONDE PARTIE

ATTRIBUTIONS DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE BLOIS

CHAPITRE I

RESSORT ET ENREGISTREMENT

Tableau du ressort de la Chambre sous les divers régimes par lesquelles elle a passé. — Asti en fait partie jusqu'en 1559.

L'enregistrement était prescrit par les ducs d'Orléans ou par leurs chanceliers, verbalement ou par écrit. — Après la réunion, par des lettres patentes du roi. — Pour les affaires concernant les particuliers, sur leur requête. — Nature des actes soumis à l'enregistrement. — Oppositions à l'enregistrement par la Chambre pour questions de principe ou de forme. — Remontrances qu'elle formule.

CHAPITRE II

RÔLE ADMINISTRATIF DE LA CHAMBRE

Administration directe du domaine par la Chambre dans le principe. — Adjudication des fermes, ventes des produits en nature. — La création des contrôleurs du domaine (1543) restreint cette régie.

Direction des services financiers et vérification des comptabilités. — Installation des comptables, surveillance, pénalités qui leur sont infligées. — La juridiction de la Chambre est sans appel sous ce rapport. — Elle vérifie la comptabilité de la ville de Blois, et celle de l'abbaye de la Guiche.

Conservation du domaine. — Haute surveillance de la Chambre sur les forêts. — Recherche pour le maintien des droits du domaine. — Réformations. — Conservation du domaine féodal : foi et hommage. — Cérémonial usité. — Saisies de terre à défaut. — Hommage rendu par l'évêque de Blois en la Chambre qui exerce le droit de régale.

Litigieux et contentieux du domaine. — La Chambre prépare les questions litigieuses, le grand conseil ducal décide. — Elle juge le contentieux du domaine.

Conservation et surveillance des bâtiments domaniaux. — La Chambre préside à l'entretien des châteaux, jardins et parcs. — Elle en a la police.

Conservation des biens meubles. — Inventaires dressés par la Chambre, tenus à jour par elle. — Garde de la librairie des ducs d'Orléans pendant une partie du xv^e siècle. — Elle en reçoit décharge lors du transport à Fontainebleau.

CHAPITRE III

OFFICES, GAGES, DROITS, PRIVILÈGES

Au début de la Chambre ducale, la présidence est exercée par le chancelier. — Les généraux des finances viennent après lui avec des fonctions toutes distinctes. — Les deux offices sont parfois réunis dans les mêmes mains au xv^e siècle. — Les généraux deviennent au xvi^e siècle présidents de la Chambre. — Le doyen des maîtres eut une sorte de vice-présidence. — Le nombre des maîtres et auditeurs varia au xv^e siècle ; resta fixé à quatre depuis jusqu'au xviii^e siècle. — Chevaliers d'honneur. — Correcteurs. — Avocats. — Procureurs. — Greffiers. — Huissiers. — Gardes des chartes. — Leurs fonctions. — Officiers qui ont entrée et séance à la Chambre. — Prix des charges. — Réception des officiers. — Cas d'exclusion.

Gages. — Droits divers : stipes, chapeaux de roses, etc. — Chauffage. — Menues nécessités. — Jetons de la Chambre. — Privilèges. — Exemptions. — Noblesse.

CHAPITRE IV

USAGES ET RÈGLEMENTS INTÉRIEURS. CÉRÉMONIAL

Sous d'autres noms, les usages de la Chambre varièrent peu. La langue française est seule usitée au xiv^e siècle. — Le latin adopté par la Chambre ducale qui prend tous les usages de la Chambre de Paris.

Règlements intérieurs. — Jours de séances ordinaires. — Vacances dites de « vendanges ». — Jours fériés. Le bureau, le coffre du banc de la Chambre. — Le livre du serment. — Messes à la fin des séances. — Cérémonies

civiles et religieuses auxquelles la Chambre assiste. — Cérémonial de réception à la Chambre des députations.

Local occupé par la Chambre dans ses différents séjours. — Au xiv^e siècle au château de Blois. — A Paris, à l'hôtel de Bohême. — Puis, à Orléans, au Châtelet et dans la maison du chanoine Jean d'Ay. — Au château de Blois de 1441 à 1635 et, après un séjour en deux maisons particulières, au Palais de Justice jusqu'en 1775.

CHAPITRE V

DÉPÔT D'ARCHIVES DE LA CHAMBRE

Dès 1272, commence un travail de mise en ordre et de conservation d'archives. Le vieux cartulaire est dressé à cette date; ce qu'on en connaît. — Plusieurs autres cartulaires se forment à la fin du xiii^e siècle. — La Chambre d'Orléans règle le service du dépôt. — Les layettes. — Les registres des chartes, de fiefs et autres. — Formalités minutieuses pour la communication des pièces. — Ordres des ducs ou des rois pour l'autoriser. — Gardes des chartes depuis 1388 jusqu'en 1498. — Désordres constatés dans les archives. — Lettres des rois pour en régler le service. — François I^{er} et Henri II ordonnent de faire un inventaire des archives. — Il est exécuté en 1550 par les gens des comptes, seulement pour les layettes. — Le reste ne fut pas inventorié. — Les différents déménagements de la Chambre au xvii^e siècle augmentent le désordre. — Inventaire numérique du dépôt en 1637. — La commission envoyée en 1775, lors de la suppression de la Chambre, se fait remettre les clefs du trésor, dresse un état de la nature des liasses qu'on emballe à mesure et qu'on transporte à Paris. — Il ne reste rien à Blois. — Tableau de l'ensemble du dépôt de la Chambre des comptes à ce moment.

A Paris, la commission du classement procède à l'ouverture des caisses qui n'est terminée qu'en 1778. Elle rejette tout ce qui est jugé inutile et qui est vendu. — Elle envoie aux divers bureaux de la Chambre le surplus pour y être classé. — L'inventaire n'en fut jamais fait. — Le bureau du triage fait de nouvelles éliminations. — Liste de ce qu'il mit au rebut en l'an VI. — Formation de collections particulières avec les pièces éliminées.

APPENDICE. — PIÈCES JUSTIFICATIVES

